Nous sommes «Les Soulèvements de la Terre»



Soutien aux Soulèvements de la Terre

Où sont Les Soulèvements de la Terre? Partout. Qui sont-ils? Stratèges, courageux, poétiques, déterminés. Joyeux, surtout. C'est le sentiment que laisse la soirée organisée, le 12 avril, par les médias indépendants *Reporterre*, *Socialter*, *Blast* et la revue *Terrestres*, en soutien au mouvement de défense du vivant menacé de dissolution par le ministre de l'Intérieur.

Pendant près de deux heures, une vingtaine de personnalités – artistes, activistes, juristes, chercheurs, paysans, députés, journalistes – se sont succédé sur l'estrade de La Station – Gare des mines, à Paris. Devant un public survolté, chacun a expliqué les raisons pour lesquelles il soutenait ce collectif. Et invité toutes et tous à se soulever, à leur tour, pour la défense des terres, des libertés publiques et de la justice sociale.

L'anthropologue Philippe Descola (au centre, en bas sur la photo) a lancé la soirée en tentant de définir ce que sont Les Soulèvements de la Terre. Faire partie de ce collectif, a-t-il défendu, c'est: s'élever contre l'inaction climatique de l'État, décriée jusqu'au sein des organes judiciaires français; s'opposer à l'accaparement des biens communs au profit d'une minorité, tel que le permettent les méga-bassines; enfin, s'élever contre l'intimidation par les forces répressives «de tous ceux qui ne pensent pas comme le gouvernement», comme ce fut le cas à Sainte-Soline.

La police a en effet fait usage de milliers de grenades qui ont blessé des centaines de personnes. Le constat était partagé par le reste des intervenants, qui ont tour à tour dénoncé la servitude de l'État à l'égard des forces productivistes et la violence qu'il exerce sur les défenseurs de l'environnement, en France et dans le reste du monde.

Pas question, cependant, de s'arrêter à ce sombre constat. Au fil des prises de parole, une toile d'espoir s'est tissée. Oui, un autre monde est possible; un monde «où l'on ne fait plus de monoculture d'humains», a imaginé la comédienne Audrey Vernon; un monde de paysans heureux et bien rémunérés, libérés des affres du modèle agro-capitaliste, a figuré le porte-parole de la Confédération paysanne, Nicolas Girod.

Un monde où, pour reprendre les termes d'un slam vivifiant d'Alain Damasio, «la seule croissance que nous supporterons sera celle des arbres et des enfants».

Comment y parvenir? «Il ne suffira pas d'enrayer la machine, de faire tomber le pouvoir, a soutenu l'écrivain et réalisateur Cyril Dion. Il va falloir le remplacer». Pour cela, l'eurodéputé et paysan Benoît Biteau a suggéré d'entrer en désobéissance civile. La journaliste Inès Léraud, de «redoubler d'alliances». Partout, ont insisté les intervenants, il faut poursuivre, renforcer et démultiplier le combat pour la préservation des communs engagé par Les Soulèvements de la Terre.

Quoi qu'il advienne, la lutte ne fait *«que commencer»*, a promis la secrétaire nationale d'Europe-Écologie Les Verts, Marine Tondelier. *«On ne peut pas dissoudre un mouvement»*, a assuré le défenseur des droits humains et représentant des peuples autochtones Juan Pablo Gutierrez. Et de conclure, sous une salve d'applaudissements bientôt muée en marée dansante: *«Nous sommes comme l'eau. Nous sommes inarrêtables»*.

La réponse du ministre de l'Intérieur, anticipée, est: «Sabotage»; le mot revient onze fois dans les quatre pages de la lettre de griefs écrite par le ministère de l'Intérieur pour argumenter en faveur de la dissolution des Soulèvements de la Terre. C'est le principal motif mis en avant pour interdire aux membres de ce mouvement de se réunir ou de mener la moindre activité collective.

Pourtant, les Soulèvements de la Terre ne pratiquent pas la lutte armée. Ce qui est reproché aux Soulèvements, ce sont les affrontements avec les gendarmes lors des manifestations contre la méga-bassine de Sainte-Soline (Deux-Sèvres) en octobre 2022 et lors de précédents rassemblements, ainsi que diverses destructions.

Assumant une partie de ces dommages, les Soulèvements les nomment «désarmement». Nuance? Les militant(e)s considèrent que le complexe agro-industriel et l'industrie du béton sont des «armes de destruction massive du vivant». Il faut donc les désactiver. Si on les suit, les actions de démontage sont en réalité des gestes de protection.

La question est alors: pourquoi de simples dégradations, sans risque pour les agriculteurs ni les riverains, peuvent-elles susciter une telle réaction de l'État?

- D'abord, l'agenda d'un ministre, Gérald Darmanin, et de son gouvernement, qui pense tirer un profit en discréditant leurs opposant(e)s, qu'ils excluent du champ de la démocratie et de la discussion légitime. C'est une stratégie de criminalisation, qui fleure bon la pulsion autoritaire.
- Autre raison de ce traitement de défaveur, et c'est inquiétant: comme pour les retraites, le gouvernement ne comprend rien à ce qui se passe dans la société. Les Soulèvements de la Terre ne sont pas un outil d'infiltration de l'ultragauche pour transformer des paysan(ne)s en zadistes fous. C'est le symptôme d'un élan de révolte contre la destruction du vivant.

Les Soulèvements ne sont pas la cause mais la conséquence d'une colère qui atteint son paroxysme chez un public grandissant et hétéroclite d'habitant(e)s de la planète Terre face à la continuation de la destruction des écosystèmes par le capitalisme et l'imbécillité gouvernementale. Les dissoudre est une erreur démocratique, une absurdité politique et un contresens historique. Mais Gérald Darmanin n'est plus à çà près, ce fieffé menteur...

Bruno Bourgeon, président d'AID http://www.aid97400.re

D'après Reporterre du 13 Avril 2023 https://reporterre.net/La-lutte-ne-fait-que-commencer-vibrante-soiree-de-soutien-aux-Soulevements